

Discours d'Emmanuel Macron aux Journées Economiques de Lyon.

Source : Kantar et vidéo Jéco 2015

La Bourse du travail dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui, elle a ouvert en 1891, sous votre contrôle, monsieur le maire. Et ses animateurs étaient souvent révolutionnaires, parfois anarchistes, mais ils ne négligeaient ni les transformations du monde, ni le devoir d'agir tout de suite concrètement. Et leur action s'appuyait sur cette attention permanente portée aux conditions de vie réelle des ouvriers.

Moi je suis ouvert au débat. Madame, s'il vous plait, ne sortez pas madame... j'irais lire votre blog, s'il vous plait, je vous demanderais juste de ne pas sortir madame. Il ne faut pas dire des mots comme ça. Mais moi je suis tout à fait prêt à débattre avec vous...

Le Tafta, je peux répondre à la question, si vous le voulez, mais elle n'a pas grand-chose à voir avec le sujet qui nous occupe. Je regrette qu'on ait cela, je veux juste m'assurer que tout va bien. Mais je faisais cette introduction à dessein, parce que je vois la réaction qui existe et qui entoure aujourd'hui les propos qu'on peut avoir, le débat que notre société a sur ces transformations.

Je ne veux pas extrapoler la réaction de madame. Il y a des réactions, on le sait, dans votre ville aujourd'hui, qui ont conduit à des mesures de sécurité. Je ne veux pas dire que je les regrette. Mais ça n'est pas l'idée que je me fais du geste fondateur qui a conduit à ouvrir ce monument justement, cette Bourse du travail. Je ne crois pas que ce soit une vraie fidélité, ni à l'esprit révolutionnaire, ni à l'esprit de la gauche.

Et je vais vous dire pourquoi. Parce que celles et ceux qui ont précisément œuvré en ce sens, ils ont œuvré pour regarder le réel en face, et faire qu'au moment d'une révolution industrielle, qui alors se jouait, eh bien la réalité au quotidien puisse être prise à bras le corps, dans ses difficultés, dans ses défis. Qu'on puisse essayer de mieux organiser les choses, mais au réel et pas au nom simplement de grands principes. Et je crois que c'est aujourd'hui cette responsabilité que nous avons.

Alors ça va peut-être avec de la violence, mais qu'elle soit symbolique ou physique, je pense qu'elle n'aide pas. Et je ne l'aime pas. Je n'aime pas les petites phrases, je n'aime pas les polémiques inutiles. C'est pour ça que je ne les alimente jamais, contrairement à ce qu'on veut bien me faire dire. Je crois au vrai débat de fond, en profondeur. C'est celui que nous devons avoir aujourd'hui.

Parce que, même si les temps ont changé, nous sommes aujourd'hui face à un défi que nous mesurons toutes et tous, il a été évoqué par Gérard COLLOMB : c'est celui de la grande transformation qui est aujourd'hui en train d'étreindre notre économie, notre modèle productif, notre société toute entière. Et cette grande transformation, elle doit nous conduire à penser un nouveau réformisme. Et ce réformisme ne sera pertinent que s'il nous fait réussir dans la mondialisation, mais en préservant nos valeurs, c'est-à-dire nos préférences collectives : ce réformisme ne sera pertinent que s'il est aussi un humanisme. Non pas parce qu'on défendrait ce qui était vrai hier, mais parce qu'on saura inventer justement les nouveaux équilibres.

Alors cette grande transformation qui se joue, elle place notre pays face à de nouveaux enjeux. Il y en a trois que je voudrais ici citer pour qu'on les ait présents à l'esprit.

Le premier, c'est l'élargissement du monde des possibles à de nouveaux continents. Et cette innovation nouvelle, que nous traversons, c'est celle qui donne un nouveau visage à la mondialisation. Nous ne sommes plus uniquement dans l'ère de la mondialisation par le porte-conteneur. C'est la

mondialisation par internet – c'est-à-dire par une société de l'innovation accélérée et dématérialisée – qui fait que précisément l'innovation s'accélère, parcourt les différents champs, brouille les différences sectorielles et fait que la génomique se marie aux neurosciences, au big data, aux objets connectés, et que des transformations profondes sont en train de se jouer par cet élargissement des possibles, qui donne à voir justement de nouvelles formes d'innovations, plus déconcentrées, parfois plus horizontales. Et qui viennent profondément bousculer des modèles d'affaire, des organisations qui étaient les nôtres.

La deuxième chose, c'est l'accélération formidable qui va avec cet élargissement des possibles. Et l'accélération, c'est celle qu'on voit à travers l'une des caractéristiques fortes de ces nouvelles innovations qui passe par l'économie de réseau : le fait que justement l'utilité du réseau croît avec son nombre d'utilisateurs et que par ce biais les transformations s'accélèrent. Des acteurs qu'on ne connaissait pas il y a quelques années se constituent et deviennent des champions mondiaux. Et surtout, des pans entiers de notre économie émergent avec, là aussi, énormément de rapidité, de force, avec cet effet d'accélération où l'innovation technologique se marie à l'innovation d'usage, et où la multitude est un facteur d'accélération du tout.

Et enfin, cette grande transformation, elle crée de nouvelles inégalités. Parce que ces formes économiques accélèrent la métropolisation d'une part, délaissant des territoires de manière encore plus forte qu'ils ne pouvaient l'être jusqu'alors. Et elles créent des inégalités sociales également en fragilisant des pans entiers de notre activité, des pans entiers de notre économie, en créant des risques de désœuvrement dans des secteurs d'activité ou des secteurs de qualification qui sont les nôtres.

Et donc face à cette grande transformation, nous devons je crois avoir une attitude équilibrée, c'est-à-dire ne pas refuser de la voir et ne pas la considérer uniquement comme une menace, mais essayer d'en saisir toutes les opportunités – c'est aujourd'hui mon travail au quotidien –, sans naïveté aucune. Parce que cette grande transformation, elle alimente des peurs et ces peurs sont légitimes. C'est pourquoi j'ai beaucoup de respect pour la réaction qu'on a eue il y a un instant, quel que soit son caractère d'excès, et pour celles qu'on peut voir ces derniers jours, parce que ce sont l'expression de peurs, de crispations qui disent quelque chose de la société.

Et à mes yeux elles se nourrissent tout particulièrement de la défiance. Parce que la défiance est encore trop présente dans nos sociétés, dans nos institutions, et je crois que c'est une spécificité française. Et on doit la traiter en ayant le discours le plus ouvert possible, le débat – y compris contradictoire – le plus adulte possible. Je crois que c'est la dignité de notre société démocratique. Parce que c'est cette défiance qui alimente la peur du changement ; c'est elle qui nous empêche de voir dans celles et ceux qui sont en marge du système une chance, plutôt qu'un risque ou une menace. Sinon comment expliquer les réactions parfois violentes devant ce grand bouleversement ? Ou devant des décisions qu'on veut prendre pour l'accompagner ? Comment aussi accepter que les discriminations ne cessent de croître – comme l'a montré encore un récent rapport de l'Institut Montaigne, qui montrait combien les discriminations s'accroissent entre les origines et les qualifications religieuses des individus ? Il en va de notre responsabilité collective. Et elle implique de redéfinir de nouveaux équilibres, qui sont les conditions nécessaires à la confiance.

Et pour moi, un autre défi collectif aujourd'hui – et qui n'est pas uniquement la responsabilité de l'Etat, du gouvernement, mais celle de l'ensemble des partenaires que sont les forces productives, le gouvernement, les chercheurs, la société civile –, c'est de définir le consensus de 2015. C'est ça notre défi. C'est celui-là que nous devons réinventer. Et cette refondation n'est ni la préservation dans toutes ses dimensions du consensus de 1945, ni une volonté farouche de le fouler au pied. Cette refondation,

elle s'appuiera sur un triptyque que je veux ici partager en quelques minutes avec vous : l'innovation, l'agilité et les nouvelles sécurités.

L'innovation d'abord, parce que je crois profondément que la nouvelle politique de croissance que nous devons penser repose sur l'investissement et l'innovation. C'est de ça dont nous avons besoin avant tout. La France a énormément d'atouts dans cette économie que j'évoquais il y a un instant : nous sommes un marché fort avec des compétences, une vraie dynamique entrepreneuriale, et vous le savez ici dans le bassin lyonnais, mais on oublie encore trop souvent les chiffres.

La France est un pays d'entrepreneurs, dont les derniers chiffres montrent encore la vitalité. La France a été au premier semestre 2015 la championne européenne du capital-risque : 159 investissements pour près d'un milliard d'euros. Paris, c'est la seconde ville européenne après Londres en termes de startups dans les nouvelles technologies. Nous créons dans notre pays chaque année 1000 à 1500 startups.

Pour autant, la France n'est pas positionnée exactement sur la frontière technologique. Nos entreprises traditionnelles sont en retard sur les ménages, elles tardent à se moderniser. On a simplement 64 % de nos entreprises qui disposent d'un site internet, contre en moyenne 76 % dans l'OCDE. Et nous avons les petites entreprises du numérique, des milliers de startups, mais les champions mondiaux français sont encore trop rares. Et donc nous avons, quand on se compare, des points de faiblesse.

Et pour transformer le potentiel de la révolution numérique en activité, il faut d'abord investir mieux et plus. C'est la priorité de notre politique macroéconomique. Pourquoi ? Parce que durant trop d'années nous n'avons pas suffisamment investi dans l'entreprise. Depuis la crise, l'investissement est trop faible, quasiment atone, même s'il repart ces derniers mois. Et surtout, avant même le début de la crise, nous avons trop investi dans du capital non productif, et nous avons été rétifs à la modernisation du tissu industriel. Je parle de manière générale pour la France. Il y a des exceptions sectorielles, régionales qui existent, mais nous n'avons pas voulu prendre le tournant de la robotique, nous n'avons pas voulu prendre dans les années 90 et 2000 ce virage de la modernisation de notre appareil productif et nous l'avons payé.

Nous avons deux fois moins de robots qu'en Italie, cinq fois moins qu'en Allemagne. Nous pensions à l'époque que le robot était l'ennemi de l'emploi ; la comparaison avec le dernier pays que je viens d'évoquer suffit à montrer que ce n'était pas vrai. Et nous n'avons, ce faisant, pas donné tous les moyens à notre tissu industriel de faire face à la compétition par les coûts et par la modernisation. Et donc aujourd'hui l'une de nos priorités pour prendre ce virage c'est véritablement, afin d'améliorer la productivité, d'investir beaucoup plus massivement dans notre tissu industriel. C'est pourquoi nous avons pris une série de mesures de modernisation de celui-ci, d'incitation à l'investissement industriel : c'est ce qu'on a mis au coeur de la Nouvelle France industrielle, avec ses neuf solutions d'avenir, et en particulier c'est le défi qui est au coeur de l'Industrie du Futur.

Qu'est-ce que c'est l'Industrie du Futur ? C'est la volonté de concentrer précisément tous les crédits publics sur quelques solutions industrielles d'avenir, mais surtout sur la montée en gamme et l'innovation dans l'entreprise. La priorité pour l'emploi aujourd'hui et demain, pour réussir cette transformation, c'est que l'entreprise se modernise, produise différemment. Et on le voit bien, les transformations du modèle productif reposent sur quoi ? Produire mieux, de manière plus fiable, plus rapide, des volumes qui sont parfois plus petits, parfois même à l'unité, et de manière beaucoup plus environnementale et numérique.

C'est ça, l'Industrie du Futur. Elle est là, aujourd'hui, dans énormément d'entreprises qui sont en train de révolutionner leur propre modèle productif, mais ça suppose de s'équiper en conséquence. Et c'est ce projet qui suppose de l'investissement en capital, de la formation, de l'accompagnement, que les pouvoirs publics portent pour justement réussir ce tournant.

Pour accélérer la diffusion de l'innovation, il faut aussi créer une économie de la donnée. Et là c'est un nouveau pan qui s'ouvre à nous. Je veux le partager en quelques mots, mais la donnée c'est devenu l'une des matières premières de cette nouvelle économie. Et on le voit, qu'il s'agisse de Facebook, d'UBER, Airbnb, d'Amazon : toutes ces entreprises fondent leur force et leur croissance sur un actif immatériel qui est la donnée.

C'est un bien non rival dont l'exploitation génère de nombreuses externalités positives et dont le coût de production est marginalement faible. C'est donc une ressource. Et notre responsabilité c'est, dans un cadre organisé, sans simplisme, de savoir l'ouvrir, la faire circuler là aussi pour que les innovations puissent se faire, que de la valeur puisse être créée à partir de ces données.

Alors pas n'importe comment. Concernant les données publiques nous sommes en train : un projet de loi en cours de consultation justement nous conduit à ouvrir encore davantage les données publiques pour en accroître l'externalité positive. Et concernant les acteurs privés, de nombreuses initiatives existent déjà. Et l'un des défis qui est le nôtre dans le cadre de cette capacité à saisir les nouvelles opportunités économiques, eh bien c'est de créer le cadre dans lequel secteur par secteur, de manière pragmatique, nous ouvrirons l'accès à ces données d'intérêt général. C'est-à-dire celles qui permettent à d'autres acteurs économiques de créer de la valeur, de l'activité, de l'innovation, et là aussi des pans entiers d'activité.

Enfin, il faut aussi, pour diffuser plus largement cette innovation, avoir un financement adapté. Et l'une des faiblesses de notre économie, c'est qu'elle a pendant très longtemps reposé sur un financement par l'endettement, et principalement par l'endettement bancaire, là où cette économie de la disruption où tout s'accélère consomme du capital, des fonds propres. Et donc le défi qui est le nôtre aujourd'hui c'est de remobiliser les fonds propres sur le capital productif, de remobiliser notre épargne financière en se basant sur le terrain des régulations, et de mobiliser du capital investissement encore bien davantage que nous n'en avons pour réussir ce passage à l'échelle, faire grandir nos startups et réussir à saisir ces créations d'activité.

Voilà comment accélérer précisément cette diffusion de l'innovation dans la recherche académique, dans les startups, mais aussi dans les grands groupes. Je suis rapide pour ne pas être trop long, mais le premier pilier de notre politique, pour saisir ces nouvelles opportunités économiques, c'est une politique de l'innovation beaucoup plus volontariste et beaucoup plus forte.

Pour répondre à l'accélération que j'évoquais, le deuxième pilier de notre action ça doit être ce que j'appelle une politique d'agilité : c'est à dire donner à notre économie les capacités de s'adapter beaucoup plus vite à ces changements. Pourquoi ? Parce que cette transformation qui est en train de voir le jour, elle induit des recompositions très rapides. On le voit bien. Vous avez des secteurs qui sont en train d'être fragilisés, d'autres qui sont en train de se créer, or la rigidité n'est pas ce qui permet d'allouer de manière optimale le capital et le travail. Et l'un des défis c'est de permettre à nos concitoyens, qui travaillent aujourd'hui dans des secteurs fragiles, de pouvoir se requalifier, se redéployer dans des secteurs d'avenir, lorsque c'est possible.

Et partout où c'est possible, faire en sorte que l'on puisse maximiser ces créations d'emploi et que le capital aussi puisse se redéployer dans des secteurs d'avenir créateurs de nouvelles opportunités et de nouvelles créations d'emploi. Cette grande transformation, elle suppose donc beaucoup plus de mobilité.

Alors, qu'est-ce que ça implique ? D'abord de créer, partout où c'est possible, de nouveaux champs d'activité justement. C'est-à-dire de s'attacher à ce qu'il n'y ait aucune fermeture. Et j'entends souvent parler de politique de dérégulation, de dérèglementation : je peux l'assumer s'il s'agit de regarder partout où la réglementation induit des rentes illégitimes, c'est-à-dire des rentes qui ne sont pas des rentes d'innovations mais des rentes de situation, pour protéger un terrain acquis, et qui ne constituent pas le bien-être social, l'optimum social général.

Et donc partout où on peut ouvrir de l'activité, où on peut laisser place à plus d'innovation et de vitalité, il faut le faire. Parce que ce seront des opportunités offertes à nos concitoyens.

Et on le voit bien, ces pans d'activité qui voient le jour, par exemple dans la mobilité - on parle beaucoup de ces nouveaux acteurs de la mobilité qui viennent concurrencer les taxis -, doivent être ouverts avec beaucoup de justice et d'équité pour ne pas que les uns viennent indûment concurrencer les autres alors qu'ils n'ont pas les mêmes contraintes. En même temps, on a de nouvelles formes de mobilité qui voient le jour. On a une nouvelle offre de mobilité, qui répond à de nouveaux besoins et qui crée de nouveaux emplois. Faut-il s'en émouvoir ? Je regarde les chiffres : en petite couronne, à Stains en Seine-Saint-Denis, le taux de chômage dépasse 20% ; eh bien c'est là que l'on trouve le plus grand nombre de conducteurs de VTC par habitant. Donc ces nouveaux secteurs, ils créent aussi de l'activité. Ils offrent des opportunités dans les quartiers qui sont les plus en difficulté. Ils ouvrent aussi de nouvelles capacités de faire.

Déverrouiller les réglementations sectorielles qui entravent les créations d'emploi, c'est un défi qu'il faut regarder là aussi secteur par secteur. Nous avons commencé à le faire, dans le cadre de la loi Croissance et activité, et je continuerai ce travail dans le cadre de ma stratégie pour les nouvelles opportunités économiques.

C'est la même chose que nous faisons avec le marché du travail, en donnant justement une flexibilité plus proche de l'entreprise, en donnant la capacité aux acteurs de négocier quand les bouleversements sont là, quand les difficultés arrivent. C'est ça le principe de l'accord de maintien dans l'emploi que nous avons réformé dans la loi Croissance et activité. C'est la capacité, quand l'entreprise va mal, de négocier par un accord majoritaire des règles entre le collectif productif. Ça n'est pas une dérèglementation à tout va, mais c'est le constat lucide que nous devons faire lorsqu'on compare, là aussi, nos économies ! Imaginez : la France a eu une récession deux fois moins forte que l'Allemagne en 2009 et nous avons détruit sept fois plus d'emplois. Parce que les rigidités de notre économie conduisent à ce que cela casse dès que le système productif s'affaiblit. Et donc nous devons, au plus près du terrain, trouver les bonnes régulations.

La loi doit encadrer les sécurités qui valent pour tous, mais nous devons avoir une économie plus adaptable, plus flexible, plus moderne. Et cette modernisation, nous la continuerons dans des champs comme la santé, comme les professions juridiques, qui doivent aussi s'ouvrir et ouvrir au numérique leur modalité d'intervention, comme l'énergie, comme la mobilité. Ces ouvertures d'opportunités, elles sont au coeur de cette stratégie.

Parce qu'on observe dans le cadre des transformations économiques en cours une polarisation du marché du travail, et ça c'est un des défis qui nous est posé. Et on le voit bien aux Etats-Unis comme dans notre pays : cette nouvelle économie remplace des emplois qui sont substituables parce que

répétitifs. Elle développe les métiers les plus qualifiés, où l'improvisation, la découverte, l'originalité ne sont pas modélisables, et elle épargne les métiers les moins qualifiés, où les savoir être et les savoir-faire sont irremplaçables.

Et donc elle polarise notre marché du travail. Et la question qui se pose, c'est celle de l'adaptabilité, pour permettre de réallouer les forces de travail dans les endroits où il y a de la tension, que ce soient des nouveaux secteurs d'activité ou de nouvelles qualifications. Mais la question, au-delà de ça, c'est de savoir comment nous allons accompagner nos concitoyens – monsieur GIROUD a beaucoup travaillé sur ce sujet en particulier – dans cette économie qui risque de ne plus donner qu'une place – si on voulait être pessimiste – marginale ou secondaire à l'Homme, ou en tout cas qui pourrait le fragiliser profondément.

Cette transformation doit s'accompagner en même temps de nouvelles sécurités. C'est le troisième point sur lequel je voulais insister.

Le premier élément important que nous devons apporter en termes de sécurité, pour repenser ces nouveaux équilibres, ce consensus de 2015, c'est justement les sécurités qu'on offre aux travailleurs, et notamment aux moins qualifiés. D'abord il faut préserver la compétitivité du système, en prenant les mesures d'urgence que nous avons prises au début de ce quinquennat, c'est-à-dire en baissant le coût, les charges pour l'employeur – c'était une mesure d'urgence, elle ne vaut pas pour tout, mais elle était fondamentale : c'est le CICE et le pacte de responsabilité.

Ensuite et surtout, il faut une politique de formation : accompagner les salariés dans ces transformations et dans ces changements, pour que celles et ceux qui étaient justement dans des tâches parfois répétitives puissent passer à des tâches de plus grande valeur ajoutée, et accompagner la transformation numérique.

Et c'est là où la transformation numérique devient une opportunité. Dans l'industrie, quand celui ou celle qui faisait une tâche répétitive est remplacé(e) par un robot, c'est moins de pénibilité si on l'a formé(e) pour pouvoir programmer et contrôler le travail du robot. Et c'est ce qu'on voit dans les entreprises qui incarnent l'Industrie du Futur. Il y a donc une place pour l'homme, elle est simplement différente. Elle est à plus forte valeur ajoutée, mais elle suppose une politique de formation, filière par filière, beaucoup plus exigeante, beaucoup plus forte, en particulier pour les moins qualifiés.

Nous avons commencé cette réforme de la formation professionnelle. Il faut aller, on le voit bien, beaucoup plus loin pour la penser en profondeur, parce qu'elle est l'une des conditions même de notre réussite. C'est la sécurité fondamentale que nous devons aujourd'hui assurer à nos concitoyens si nous voulons réussir cette transformation. C'est celle aussi qui permet d'armer chacun face aux changements et d'enlever de la peur, si on est formé pour accomplir d'autres tâches et justement changer.

Et donc vous voyez bien que cette sortie d'un modèle où on pouvait avoir le même emploi tout au long de la vie dans la même entreprise – qui va devenir une réalité de moins en moins partagée – doit s'accompagner d'une formation plus exigeante, et plus tôt, et tout au long de la vie pour chacun. Et ces compétences, elles sont fondamentales. Il faut de nouvelles formes de formation, il faut aussi de l'innovation sur ce sujet.

On a de nouvelles écoles qui émergent, et il faut de l'information non seulement sur les savoirs fondamentaux, mais aussi sur les compétences humaines, sociales qui sont, dans ces nouveaux métiers, absolument décisives.

Enfin, il nous faut inventer des nouvelles sécurités personnelles qui accompagnent ces transformations, parce que la vie professionnelle sera faite de beaucoup plus de ruptures, de transformations.

Je ne fais pas partie de celle et ceux qui pensent que nous sommes arrivés à la fin du salariat. Les chiffres d'ailleurs ne le montrent pas : l'emploi indépendant remonte, mais il est loin des niveaux qu'il avait atteints dans les années 70, quand nous avions une société qui était composée de beaucoup plus d'agriculteurs ou d'indépendants dans l'artisanat. Il y a en effet dans certains secteurs d'activités, certaines formes de qualification une remontée des indépendants, mais elle reste relative et maîtrisée.

Mais nos parcours seront beaucoup plus multiples, parce que nous devons nous réallouer, changer souvent de secteurs, changer parfois de type d'activité, avoir peut-être des périodes de formation dans une vie active qui sera plus longue, et donc nous devons repenser en quelque sorte une gestion des risques qui soit plus individualisée. Leur financement doit rester mutualisé, c'est notre défi, et en même temps leur suivi, leur pilotage doit être plus individualisé, pour pouvoir suivre tout au long de son parcours l'individu.

Et donc vous voyez bien, aujourd'hui le défi qui est le nôtre à cet égard. Et je crois précisément qu'au cœur du compte personnel d'activité qu'a voulu le président de la République et sur lequel le gouvernement travaille et que Myriam EL KHOMRI précisera dans les prochains mois, il y a cette capacité, donnée à l'individu, de pouvoir traverser tous ces nouveaux changements. Parce que nous devons prendre de plus en plus de risques, face à ces nouvelles opportunités, nous devons accepter de prendre ces risques et accepter ces changements.

Au final, pour saisir les nouvelles opportunités économiques, il ne s'agit pas, vous le voyez bien, de prétendre faire des réformes sectorielles dans le numérique, parce que c'est un secteur qui n'existe plus. Il s'agit de la capacité collective que nous aurons à saisir la grande transformation qui est en train de se jouer dans notre économie.

Cette grande transformation, elle alimente les peurs. Cette grande transformation, elle continuera à alimenter les tensions. Nous devons, avec beaucoup d'exigences, beaucoup de bienveillance et de sens du dialogue, conduire ce débat au sein de notre société. Il est fondamental, parce que les bonnes réformes ne sont pas des réformes cachées. Les bonnes réformes ne pourront se faire sur des malentendus. Et aujourd'hui, le vent de l'innovation souffle sur le pays tout entier. Et plutôt que de construire des murs pour s'en protéger, il faudrait construire des moulins pour en profiter : c'est ça le défi qui est le nôtre, sans crispation et sans naïveté. Et vous le voyez, c'est dans ce triptyque innovation, agilité, sécurité, à mes yeux, qu'on peut restaurer la confiance, qu'on peut restaurer la capacité collective à prendre des risques, à répondre à ces nouvelles inégalités, à réussir ce défi parce qu'il y a des opportunités. Une solidarité plus efficace, une croissance mieux partagée et à plus haute valeur ajoutée, une prime au talent et à l'audace, des créations d'emplois, et surtout une intégration plus large au marché du travail de ceux qui en sont aujourd'hui exclus. Parce que c'est ça, aussi, que permet cette nouvelle économie.

Et je veux faire mienne pour conclure la phrase d'Emmanuel LEVINAS, qui jugeait il y a quelques décennies sévèrement les contempteurs du progrès technique en disant « ils sont pour la plupart du temps réactionnaires, ils oublient ou détestent les grands espoirs de notre époque ». Et donc notre défi, pour que ces nouvelles opportunités économiques voient le jour, c'est d'aller au-delà de nos peurs du quotidien pour précisément inventer ces grands espoirs. Merci pour votre attention.